

Commune de Bussy-le-Château

Plan Local d'Urbanisme



Liste des Servitudes d'Utilité Publique

"Vu pour être annexé à la délibération du 19/12/2007 approuvant les dispositions du Plan Local d'Urbanisme mis en révision."

Fait à Bussy-le-Château,
Le Maire,



Etude réalisée par :

ACTE REÇU
17 AVR. 2008
PREFECTURE DE LA
D.R. S. L.

ARRETE LE : 09/01/2007
APPROUVE LE : 19/12/2007



Environnement Conseil
Urbanisme Environnement Communication

61 chemin du Barrage 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE
Tél. : 03.26.64.05.01 Fax : 03.26.64.73.32
environnement.conseil@wanadoo.fr

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune : BUSSY-le-CHATEAU

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
AC 1	Monuments historiques - Servitudes de protection des monuments historiques - classé	<p>Servitude de protection sur les sites suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tumulus, au lieu-dit □ le village □ (motte féodale) parcelle n □ 81 – section D6 du cadastre ; - tumulus, au lieu-dit □ le village □ (motte féodale) parcelle n □ 113 et 114 – section D du cadastre <p>Effets principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux sur l'édifice où les immeubles adossés sont soumis à autorisation. - Travaux sur les immeubles situés dans un périmètre de 500 m autour du mur soumis à l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France. 	<p>Loi du 31.12.1913 modifiée</p> <p>Classé MH le 13 mars 1930</p> <p>Classé MH le 25 juillet 1930</p>	<p>Service Départemental de l'Architecture 2 rue du Cardinal de Lorraine 51100 REIMS</p> <p>Direction des Affaires Culturelles 3 Faubourg St Antoine 51037 CHALONS cédex</p>

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
AS 1	Conservation des eaux - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales	Définition des périmètres de protection du captage communal sis au lieu-dit □ voie St Jean □ Indice de classement : 0159-3X-0019	pris en application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique. Décret 61-859 du 01.08.1961 modifié par le décret 67-1093 du 15.12.1967. Arrêté préfectoral de DUP du 22/10/2001 rectifié le 12/02/2003	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales 17 rue de Vinetz 51038 CHALONS-en- CHAMPAGNE CEDEX

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
I 4	Electricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Servitude d'ancrage, d'appui, de passage et d'élagage d'arbres relatives aux ouvrages électriques. Profitant 1) au réseau d'alimentation publique HTA et BT 2) aux lignes HTB Pour les lignes HTB les servitudes comprennent en outre l'obligation de déclarer à l'exploitant l'intention d'effectuer des travaux à proximité des ouvrages.	Art. 12 modifié de la loi du 15.06.1906. Loi de finances du 13.07.1925 art. 298. Loi 46.628 du 08.04.1946. Décret 64.481 du 21.01.1964. Décret n° 85-1109 du 15.10.1985. Servitudes instituées par accords amiables et arrêtés préfectoraux Servitudes instituées par accords amiables et arrêtés préfectoraux	E.D.F./G.D.F. Service Champagne 2 Rue St-Charles 51095 REIMS CEDEX (ouvrages de distribution d'électricité et de gaz) RTE Pôle Communication Concertation Environnement 62, rue Louis Delos 59709 MARCQ EN BAROEUL (ouvrages de transport d'électricité)

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
PT 1	Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radio-électriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électro-magnétiques.	Centre de réception de COURTISOLS - Traie de Cassière (MARNE) Effets principaux : cf fiche jointe	Art. L 57 à L 62 du Code des Postes et Télécommunications. En application du décret du 10 septembre 1998	Direction des Transmissions du 1er Corps d'Armée et de la VIe Région Militaire 57998 METZ ARMEES



10 SEP 1998
D E C R E T
10 SEP 1998

Ampliation certifiée conforme
pour le Secrétaire d'Etat
Daniel MEZOU
D E C R E T
10 SEP 1998

LE PREMIER MINISTRE.

- ST R le rapport du ministre de la défense et du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.
- VL le code des postes et télécommunications, articles L 57 à L 62, L 64 et R 37 à R 38, instituant des servitudes et obligations pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques ;
- VL l'article du 21 août 1953 modifié, établissant la liste et les caractéristiques du matériel électrique dont la mise en service, la modification ou la transformation sont soumises à autorisation préalable dans les zones de garde radioélectriques ;
- VL l'article du 16 mars 1962 donnant la liste et les caractéristiques des installations électriques dont la mise en exploitation sur l'ensemble du territoire est soumise à autorisation préalable ;
- VL l'article du 11 janvier 1990 classant le centre de réception de Courtisols - Traie de Castèze en deuxième catégorie ;
- VL l'avis de l'agence nationale des fréquences du 02 mars 1998.

DECRETE

ARTICLE 1er

Sont approuvés le plan et le mémoire explicatif annexés au présent décret fixant les limites de la zone de protection, et de la zone de garde instituées autour du centre de réception de Courtisols - Traie de Castèze (Marne) n° CCT 051.08.011

MINISTRE DE LA DEFENSE

ARMÉE DE TERRE

DIRECTION CENTRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'INFORMATIQUE

MÉMOIRE EXPLICATIF

concernant l'établissement de servitudes radioélectriques
contre les PERTURBATIONS ÉLECTROMAGNÉTIQUES au bénéfice du centre de :

COURTISOLS - Traie de Castèze (Marne)

ANFR n° 051.08.011

I - EMPLACEMENT DU CENTRE	
10 - Département	Marne
11 - Commune	Courtisols
12 - Lieu-dit	Traie de Castèze
13 - Coordonnées géographiques	
130 - Longitude	04° 33 37' Est
131 - Latitude	49° 00 47' Nord
132 - Altitude	185 mètres NGF
133 - Réception	
II - NATURE DU CENTRE	
20 - Classement	Le centre de COURTISOLS - Traie de Castèze a été classé en deuxième catégorie par arrêté du ministre de la défense en date du 11 janvier 1990
III - RAPPEL DES TEXTES ÉTABLISSANT LES SERVITUDES RADIOÉLECTRIQUES CONTRE LES PERTURBATIONS ÉLECTROMAGNÉTIQUES	Les servitudes qui font l'objet du présent décret sont établies conformément aux dispositions du code des postes et télécommunications (notamment L 57 à L 62, L 64 et articles R 37 à R 38)

ARTICLE 2

La zone de protection est définie sur le plan par le tracé en bleu, la zone de garde par le tracé en jaune.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R 30 du code des postes et télécommunications.

Elles grevent, dans le département de la Marne, le territoire des communes de :
Bussy-le-Château, Courtisols, Saint-Remy-sur-Bussy, Somme-Veille et Tilloy-et-Bailly

Dans la zone de protection radioélectrique, il est interdit aux propriétaires ou usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques requies par le centre et présentant pour les appareils du centre un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre.

Dans la zone de garde radioélectrique, les installations, matériels et appareils désignés par l'article du 21 août 1953 susvisé existant à la date du présent décret et qui perturbent les réceptions radioélectriques devront être modifiés ou transformés dans le délai maximum d'un an à compter de la notification faite aux propriétaires ou usagers.

ARTICLE 3

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat à l'Industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le 10 SEP 1998

Lionel JOSPIN

Par le Premier ministre

Le ministre de la défense

Alain RICHARD

Le ministre de l'économie
des finances et de l'industrie

Dominique STRAUSS KAHN

Le secrétaire d'Etat à l'Industrie

Christian F. TRINIST

IV - ÉTENDUE ET NATURE DES SERVITUDES	
40 - Limites de la zone de garde radioélectrique	Il est créé autour du centre : - une zone de garde radioélectrique de 500 mètres de rayon, - une zone de protection radioélectrique de 1500 mètres de rayon.
41 - Limites de la zone de protection radioélectrique	Les limites de la zone de garde radioélectrique sont figurées en JAUNE sur le plan joint.
42 - Interdiction	Les limites de la zone de protection radioélectrique sont figurées en BLEU sur le plan joint.
430 - Zone de garde radioélectrique	Dans cette zone, il est interdit de mettre en service du matériel électrique susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre ou d'apporter des modifications à ce matériel, sans l'autorisation du ministre de la défense
431 - Zone de protection radioélectrique	Dans cette zone, il est interdit aux propriétaires et usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques requies par le centre et présentant pour les appareils du centre un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre.
V - CONSIDÉRATIONS DIVERSES	Tous renseignements concernant les servitudes créées peuvent être obtenus en téléphonant à METZ au 03 87 45 21 10

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
PT 2	Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radio-électriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.	Zones spéciales de dégagement du centre d'émission COURTISOLS – Traie de Cassière Effets principaux : cf fiche jointe	Art. L 54 à L 56 du Code des Postes et Télécommunications. En application du décret du 25 août 1998	Direction des Transmissions du 1er Corps d'Armée et de la VIème Région Militaire 57998 METZ ARMEES

DECRET du 25 AOUT 1998

fixant l'étendue des zones de dégagement et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage du centre d'émission de Courtisols - Traie de Cassière (Marne).

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du ministre de la défense et du ministre de l'équipement, des transports et du logement,

Vu le code des postes et télécommunications, articles L.54 à L.56, L.63 et R.*21 à R.*26, instituant des servitudes de protection contre les obstacles ;

Vu l'accord préalable du ministre de l'agriculture et de la pêche du 7 janvier 1998 ;

Vu l'accord préalable du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie du 10 février 1998 ;

Vu l'avis de l'agence nationale des fréquences du 2 mars 1998,

DECRETE

ARTICLE 1er

Sont approuvés le plan et le mémoire explicatif annexés au présent décret fixant les limites des zones de dégagement instituées au voisinage du centre d'émission de Courtisols - Traie de Cassière (Marne) CCT n° 051.08.011.

J.O. N° 201 des - 1 SEP. 1998

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

ARMÉE DE TERRE

♦♦♦♦♦

DIRECTION CENTRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
ET DE L'INFORMATIQUE

♦♦♦♦♦

MÉMOIRE EXPLICATIF

concernant l'établissement de servitudes radioélectriques
contre les OBSTACLES au bénéfice du centre de :

COURTISOLS - Traie de Cassière (Marne)

ANFR n° 051.08.011

I - EMPLACEMENT DU CENTRE	
10 - Département	Marne
11 - Commune	Courtisols
12 - Lieu-dit	Traie de Cassière
13 - Coordonnées géographiques	
130 - Longitude	04° 33' 17" Est
131 - Latitude	49° 00' 47" Nord
132 - Altitude	185 mètres NGF
II - NATURE DU CENTRE	
Émission	
III - RAPPEL DES TEXTES ÉTABLISSANT LES SERVITUDES RADIOÉLECTRIQUES CONTRE LES OBSTACLES	
Les servitudes qui font l'objet du présent décret sont établies conformément aux dispositions du code des postes et télécommunications (articles L.54 à L.56, L.63 et articles R.*21 à R.*26)	
IV - ÉTENDUE ET NATURE DES SERVITUDES	
Il est créé autour du centre :	
- une zone primaire de dégagement de 200 mètres de rayon.	
- une zone secondaire de dégagement de 1000 mètres de rayon.	

ARTICLE 2

La zone primaire de dégagement est définie sur le plan par le tracé en rouge, la zone secondaire par le tracé en noir.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R.*24 du code des postes et télécommunications.

Elles grèvent, dans le département de la Marne, le territoire des communes de : Bussy-le-Château, Courtisols, Saint-Rémy-sur-Bussy et Somme-Vesle.

ARTICLE 3

Dans les zones de dégagement, il est interdit de créer des obstacles fixes ou mobiles, métalliques ou non, dont le sommet dépasse les cotes indiquées sur le mémoire explicatif.

ARTICLE 4

Le ministre de la défense et le ministre de l'équipement, des transports et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à PARIS le, 25 AOUT 1998

Lionel JOSPIN

Par le Premier ministre

Le ministre de la défense,

Alain RICHARD

Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,

Jean-Claude GAVSSOT

40 - Limites de la zone primaire de dégagement	Les limites de la zone primaire de dégagement sont figurées en ROUGE sur le plan joint
41 - Limites de la zone secondaire de dégagement	Les limites de la zone secondaire de dégagement sont figurées en NOIR sur le plan joint
42 - Limites de cote des obstacles, à l'exception des végétaux, fixes ou mobiles, métalliques et non métalliques dans les zones de dégagement	Dans ces zones, il est interdit sauf autorisation du ministre de la défense, de créer des obstacles, à l'exception des végétaux, fixes ou mobiles, métalliques et non métalliques dont la partie la plus haute excède les cotes définies ci-après : - altitude du point de référence pris comme origine des cotes : 185 mètres NGF ; - cotes maximales autorisées dans la zone primaire de dégagement : 200 mètres NGF ; - cotes maximales autorisées dans la zone secondaire de dégagement : 205 mètres NGF
43 - Étendues bousées	Pas d'étendue bousée gênante.
V - OBSTACLES EXISTANTS DANS LA ZONE DE SERVITUDES	Néant à la connaissance du demandeur
VI - CONSIDÉRATIONS DIVERSES	Tous renseignements concernant les servitudes créées peuvent être obtenus en téléphonant à METZ au 03 87 46 21 10

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
PT 3	Télécommunications - Servitudes relatives aux réseaux de télécommunications	<p>1) Réseau urbain local Effets principaux : Appui et passage en terrains privés et établissement de supports.</p> <p>2) Au réseau interurbain Présence des câbles Effets principaux : La présence du câble entraîne en terrains privés une servitude non aedificandi de 3 m à raison de 1,50 m de part et d'autre de l'axe. Sur domaine public tous travaux doivent faire l'objet d'une demande de renseignement au Centre de Câbles des T.R.N.</p> <p>3) Au réseau national Présence des câbles souterrains</p>	<p>Conventions amiables et arrêtés préfectoraux pris en vertu des art. L 46 à L 53 et D 407 à D 413 du Code des Postes et Télécommunications.</p> <p>Conventions amiables et arrêtés préfectoraux pris en vertu des art. L 46 à L 53 et D 407 à D 413 du Code des Postes et Télécommunications.</p> <p>Conventions amiables et arrêtés préfectoraux pris en vertu des art. L 46 à L 53 et D 407 à D 413 du Code des Postes et Télécommunications.</p>	<p>FRANCE TELECOM UIRCA DL MARNE 6 Impasse Fulton BP 1054 51689 REIMS CEDEX</p> <p>Direction Opérationnelle des Télécommunications du réseau national de Metz Division Programation 150 avenue Malraux BP 9010 57037 METZ CEDEX 01</p>

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
PT 3 (fin)		<p>Effets principaux :</p> <p>La présence du câble entraîne en terrains privés une servitude non aedificandi de 3 m à raison de 1,50 m de part et d'autre de l'axe. Sur domaine public tous travaux doivent faire l'objet d'une demande de renseignement au Centre de Câbles des T.R.N.</p>		<p>Centre des Câbles des T.R.N. de Reims 1 allée P. Halary Z.I. Nord-Est 51084 REIMS CEDEX</p>

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
T 1	Voies ferrées - Servitudes relatives aux chemins de fer	<p>Servitude attachée à la voie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NOISY LE SEC – STRASBOURG - EPERNAY - REIMS <p>Effets principaux :</p> <p>Interdiction ou réglementation de certains modes d'occupation du sol à proximité de la voie.</p>	<p>Loi du 15.07.1845 sur la police des chemins de fer. Décret du 22 Mars 1942.</p>	<p>S.N.C.F. Direction Régionale de Reims Division de l'Equipement 6 rue de Courcelles 51100 REIMS</p>

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
T 7	Relations aériennes - Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (<i>couvre l'ensemble du territoire communal</i>)	Servitude attachée à la protection de la circulation aérienne. Effets principaux : Autorisation des ministres chargés de l'aviation civile et des armées pour les installations de grande hauteur - 50 m hors agglomération - 100 m en agglomération	Code de l'Aviation Civile : Art. R 244-1, D 244-1 à D 244-4. Arrêté interministériel du 25 Juillet 1990.	Direction de l'Aviation Civile Nord-Est Aéroport de Strasbourg- Entzheim 67960 ENTZHEIM District aéronautique Champagne-Ardenne BP 031 51450 BETHENY